

(N° 304.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 AOUT 1928

Projet de loi sur le régime de l'hypothèque légale de la femme mariée.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

En vous proposant le projet de loi ci-joint sur le régime de l'hypothèque légale de la femme mariée, le Gouvernement poursuit la suppression des défauts qu'accuse la législation actuelle sur cette matière.

Ce projet, élaboré par le Comité permanent du Conseil de Législation, se justifie par les raisons suivantes :

Le régime de l'hypothèque légale de la femme mariée est établi par les articles 64 à 72 de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et les hypothèques.

On sait que la femme ne peut jamais renoncer directement au profit de son mari aux inscriptions prises pour sûreté de sa dot et de ses conventions matrimoniales, ainsi que pour garantie de ses reprises même conditionnelles ou éventuelles. Mais l'article 72 permet au mari de demander que l'hypothèque inscrite, en vertu des articles 66, 67, 69 et 70, pour raison des reprises de la femme, soit réduite aux sommes que la femme peut avoir à réclamer et restreinte aux immeubles suffisants pour les garantir.

Semblable action est dirigée contre la femme; le Procureur du Roi doit être entendu et le tribunal ne peut statuer qu'après avoir pris l'avis des trois plus proches parents de la femme et, à défaut de parents dans la distance de deux myriamètres, l'avis de trois personnes connues pour avoir avec la femme ou sa famille des relations d'amitié.

Le jugement qui intervient sur semblable action ne peut être exécuté, par la radiation ou la limitation de l'inscription, que lorsqu'il est devenu définitif, ce qui revient à dire qu'il ne peut être exécuté, par application des articles 443 et 548 du code de procédure civile, que plus de quatre mois après le jour où il a été prononcé. En effet, les jugements qui prononcent radiation d'inscriptions hypothécaires ne sont exécutoires par les conservateurs des hypothèques, même après les délais d'appel, que sur le certificat de l'avoué de la partie poursuivante contenant la date de la signification faite au domicile de la partie condamnée l'attestation du greffier constatant qu'il n'existe pas d'appel.

Le mari qui a obtenu un jugement ordonnant la radiation, et sur prise à sa charge doit donc faire lever l'expédition

... d'une inscription
... du jugement, le signifier, lais-

ser passer le délai de trois mois commençant à courir à la date de la signification, puis se procurer le certificat de l'avoué et l'attestation du greffier, avant de pouvoir requérir du conservateur des hypothèques la radiation de l'inscription.

L'accomplissement de ces formalités exige au minimum un délai de quatre mois.

Il en peut résulter pour le mari un grave préjudice, inutilement infligé. Il peut se faire, en effet, qu'il ait besoin, pour contracter un emprunt ou pour garantir une ouverture de crédit nécessaire au développement de ses affaires, de pouvoir purger ces immeubles des inscriptions prises au profit de sa femme et devenues inutiles.

Il importe donc de raccourcir les délais prévus par la loi.

D'autre part, l'application de l'article 72 de la loi hypothécaire a fait naître des difficultés et, au surplus, elle n'offre pas en réalité, pour les intérêts de la femme, toutes les garanties désirables.

On s'est demandé de quelle manière le tribunal devait prendre l'avis des trois plus proches parents de la femme et, à leur défaut, l'avis des trois personnes amies. Faut-il leur donner assignation à comparaître devant le tribunal pour qu'elles interviennent à l'instance? Faut-il qu'elles comparaissent en personne ou par l'intermédiaire d'un avoué? Suffit-il que le mari demandeur présente au tribunal un écrit signé des personnes dont il s'agit et dans lequel elles formulent l'opinion qu'il y a lieu à radiation ou à réduction des inscriptions?

Le mari ne paraît pas non plus armé pour contraindre ces personnes à comparaître devant le tribunal ou à signer l'avis de mainlevée; il pourrait donc se trouver à la merci de leur mauvaise volonté ou de leur inertie, et il est douteux que le tribunal puisse se contenter de l'avis de trois parents qui ne seraient pas les plus proches de la femme, à défaut par ces derniers d'avoir consenti à donner leur avis.

D'un autre côté, l'intervention forcée de parents ou d'amis, qui ne sont pas intervenus pour requérir l'inscription, ne paraît guère efficace; le plus souvent ils formulent un avis à la légère, sans connaître d'une manière précise la situation respective des époux.

C'est pour remédier à cet état de choses que le Comité permanent propose de modifier l'article 72 de la loi du 15 décembre 1854.

Le procureur du Roi doit être partie principale au procès, au même titre que la femme; il l'assistera et au besoin il prendra des conclusions différentes de celles de la femme, qui aurait pu être circonvenue par son mari ou qui pourrait ne pas apercevoir son véritable intérêt et celui de ses enfants. Si l'inscription a été requise, en vertu de l'article 69, par les parents ou des alliés des époux, l'action devra être également dirigée contre eux.

Enfin, il faut laisser aux parents ou aux alliés des époux jusqu'au troisième degré, le droit d'intervenir à la cause, s'ils n'ont pas requis l'inscription; cette intervention dénotera l'intérêt que ces parents ou ces alliés portent aux époux et, dès lors, elle sera fort utile.

Le délai de trois mois à partir de la signification du jugement pour former appel, peut être, sans inconvénient, réduit à quinze jours; le délai commencera à courir, conformément au droit commun, à partir de la signification, et, comme l'accomplissement de cette formalité nécessitera toujours, ou presque toujours, huit jours au moins, il est inutile de déroger à la règle générale inscrite dans l'article 449 du code de procédure civile, en vertu duquel aucun appel d'un

jugement non exécutoire par provision ne peut être interjeté dans la huitaine à dater du jugement.



Un projet de loi, récemment déposé, a pour but d'étendre les pouvoirs du président du tribunal de première instance et notamment de permettre à ce magistrat de rétracter et de reviser les ordonnances sur requête qu'il a rendues.

Or, les inscriptions prises au profit de la femme en conformité des articles 66, 67 et 69 de la loi du 15 décembre 1851 le sont en vertu d'une ordonnance rendue par le président du tribunal de première instance. Il en résulte que, si le projet de loi auquel il vient d'être fait allusion, est adopté par la législature, le président pourra retirer le bénéfice de son ordonnance ou la modifier.

Il a paru que, pour ne pas rompre l'harmonie de la loi étendant les pouvoirs du président, il fallait lui laisser le pouvoir de rétracter ou de reviser ses ordonnances rendues en matière d'hypothèque légale de la femme mariée, comme toutes ses autres ordonnances rendues sur requête.

Mais il est indispensable que ce retrait ou cette modification ne soient effectués qu'après débats contradictoires, auxquels prendront part, devant lui, le mari, la femme, le procureur du Roi et ceux des parents et alliés des époux jusqu'au troisième degré, qui auraient provoqué l'ordonnance, ainsi que les autres parents et alliés des époux jusqu'au troisième degré qui voudraient intervenir aux débats.

Sans doute, il arrivera ainsi que le mari aura à sa disposition deux voies pour tenter de faire rayer ou réduire les inscriptions hypothécaires grevant ses immeubles, mais cela n'offre aucun inconvénient sérieux. Il arrive souvent, en effet, que le président et le tribunal ont à juger successivement le même procès, le premier au provisoire et le second au principal; la situation qui résultera de la combinaison de la loi en préparation et du nouvel article 72 de la loi du 15 décembre 1851 sera à peu près la même, bien que, dans ce dernier cas, les deux juridictions connaissent toutes deux du fond du litige.

Comme les actions en réduction ou en radiation d'inscriptions hypothécaires prises au profit de femmes mariées ne sont pas nombreuses, il n'y a pas lieu de redouter que la dualité des recours ne favorise, dangereusement pour la société, la multiplication des procès.

Enfin le mari, qui aura son crédit à sauvegarder, ne se souciera guère de renouveler inutilement des débats au cours desquels sa situation financière sera discutée et seront étalées les raisons qui rendent nécessaire le maintien d'une inscription hypothécaire destinée à garantir les droits de sa femme.

Le Ministre de la Justice,

P.-E. JANSON.



(4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 AUGUSTUS 1928.

Wetsontwerp betreffende de wettelijke hypotheek van de gehuwde vrouw.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Waar de Regeering U het hierbijgaand wetsontwerp betreffende de wettelijke hypotheek van de gehuwde vrouw ter bespreking aanbiedt, heeft zij ten doel de gebreken te verhelpen die aan de op dit stuk thans geldende rechtspleging kleven.

Dit ontwerp dat werd opgemaakt door het bestendig comitee van den Raad van welgeving, vindt zijn wettiging in de volgende overwegingen :

Het stelsel der wettelijke hypotheek van de gehuwde vrouw is geregeld bij de artt. 64 tot 72 van de wet van 16 December 1851 betreffende de voorrechten en de hypotheeken.

Het is bekend dat de vrouw nooit rechtstreeks ten behoeve van haar man afstand doen mag van de inschrijvingen die tot zekerheid van haar bruidschat en van haar huwelijksche voorwaarden, alsmede tot waarborg van hare zelfs voorwaardelijke of eventuele terugnemingen genomen zijn.

Maar bij artikel 72 wordt aan den man toegelaten te vragen dat de hypotheek, krachtens de artt. 66, 67, 69 en 70 met het oog op de terugnemingen der vrouw ingeschreven, verminderd worden tot de bedragen welke de vrouw kan te vorderen hebben en beperkt tot de vaste goederen voldoende om dezelve te waarborgen.

Dergelijke vordering wordt tegen de vrouw gericht; de Procureur des Konings moet gehoord worden en de rechtbank mag slechts uitspraak doen na het advies ingewonnen te hebben van de drie naaste verwanten van de vrouw; en, bij ontstentenis van verwanten binnen een afstand van twee myriameter, het advies van drie personen waarvan bekend is dat zij met de vrouw of haar familie vriendschapsbetrekkingen onderhouden.

Het vonnis dat op een dergelijke vordering gewezen wordt, kan door de doorhaling of de beperking van de inschrijving, eerst nadat het vonnis definitief geworden is ten uitvoer gelegd worden, wat hierop neerkomt te zeggen dat het, bij toepassing van de artt. 443 en 548 van het wetboek van burgerlijk rechtsvordering, slechts na meer dan vier maanden na den dag waarop het uitgesproken werd, kan ten uitvoer gelegd worden.

Vonnissen, waarbij doorhaling van hypothecaire inschrijvingen uitgesproken wordt, zijn inderdaad door de bewaarders van de hypotheeken slechts uitvoerbaar, zelfs na de termijnen van beroep, op het getuigschrift van den pleitbezorger van de vervolgende partij, vermeldende den dag van de beteekening van het vonnis gedaan ten huize van de veroordeelde partij, en op attest van den griffier waaruit blijkt dat er geen hooger beroep tegen het vonnis bestaat.

De man, die een vonnis tot doorhaling van een te zijnen laste genomen inschrijving verkregen heeft, moet dus de uitgifte van het vonnis doen lichten, het beteekenen, den termijn van drie maanden die ingaat met den dag van de beteekening laten verlopen, vervolgens zich het getuigschrift van den pleitbezorger en het attest van den griffier aanschaffen, vooraleer van den bewaarder der hypotheeken de doorhaling van de inschrijving te kunnen vorderen.

Het vervullen van die formaliteiten vergt ten minste een tijdsverloop van vier maanden.

Daaruit kan voor den man een aanzienlijk nadeel ontstaan, dat hem nutteloos toegebracht wordt. Het kan inderdaad gebeuren dat het voor hem noodig is, om een leening aan te gaan of om een voor de uitbreiding zijner zaken vereischte kredietopening te waarborgen, zijne vaste goederen van de ten behoeve zijner vrouw genomen en nutteloos geworden inschrijvingen te kunnen zuiveren.

Het is derhalve van belang de bij de wet voorziene termijnen te verkorten.

Anderzijds heeft de toepassing van artikel 72 van de hypotheekwet moeilijkheden doen oprijzen, en levert zij, in feite, voor de belangen van de vrouw, niet al de gewenschte waarborgen op.

Mén heeft zich afgevraagd op welke manier de rechtbank het advies moest inwinnen van de drie naaste verwanten van de vrouw en, bij hun ontstentenis, het advies van drie bevriende personen. Moet hun aanzegging gegeven worden om voor de rechtbank te verschijnen opdat zij in het geding tusschenkomen? Moeten zij persoonlijk verschijnen of door bemiddeling van een pleitbezorger? Volstaat het dat de echtgenoot-eischer aan de rechtbank een door bedoelde personen onderteekend geschrift voorlegt, waarin zij als hun meening te kennen geven dat er aanleiding tot doorhaling of tot vermindering van de inschrijvingen bestaat?

De man lijkt ook niet gewapend om die personen te dwingen voor de rechtbank te verschijnen of om het advies van opheffing te onderteekenen; hij zou dus de speelbal kunnen worden van hun kwaden wil of van hun werkeloosheid en het valt te betwijfelen of de rechtbank zich tevreden kan stellen met het advies van drie verwanten, die niet de naaste verwanten der vrouw zouden zijn, wanneer deze laatsten zouden geweigerd hebben hun advies uit te brengen.

Anderzijds komt de gedwongen tusschenkomst van verwanten of vrienden, die niet tusschengekomen zijn om de inschrijving te vorderen, weinig of niet doeltreffend voor; meestal brengen zij op lichtzinnige wijze een advies uit, zonder nauwkeurig den wederzijdschen toestand der echtgenooten te kennen.

Om dien staat van zaken te verhelpen stelt het bestendig comitee voor artikel 72 van de wet van 15 December 1851 te wijzigen.

De procureur des Konings moet hoofdpartij in het geding zijn, tenzelfden titel als de vrouw; hij zal haar bijstaan en desnoods zal hij conclusiën nemen die verschillen van die van de vrouw, die door haar man zou kunnen overhaald geworden zijn, of die soms haar waar belang en dat van haar kinderen niet zou beseffen. Wordt de inschrijving krachtens artikel 69 door bloedverwanten

of door aanverwanten van de echtgenooten gevorderd, dan moet de vordering eveneens tegen hen gericht zijn.

Ten slotte moet aan de bloedverwanten of aan de aanverwanten der echtgenooten tot in den derden graad het recht tot tusschenkomst in het geding gelaten worden, indien zij de inschrijving niet gevorderd hebben. Die tusschenkomst zal een teeken zijn van de belangstelling welke die bloedverwanten of die aanverwanten aan de echtgenooten toedragen, en zal dan ook zeer nuttig zijn.

Het tijdsverloop van drie maanden te rekenen van de beteekening van het vonnis om tegen dit laatste beroep in te stellen kan, zonder hinder, tot vijftien dagen worden verminderd; de termijn zal, overeenkomstig het gemeen recht, beginnen te loopen van de beteekening af, en daar de vervulling van die formaliteit altijd of bijna altijd acht dagen ten minste zal duren, is het onnoodig van den in artikel 449 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering gestelden algemeenen regel af te wijken, krachtens welken geen hooger beroep van een niet bij voorraad uitvoerbaar vonnis kan ingesteld worden binnen acht dagen na het vonnis.

*
**

Een onlangs ter tafel gelegd wetsontwerp heeft ten doel de bevoegdheid van den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg uit te breiden en onder meer aan dien magistraat toe te laten de door hem verleende bevelschriften op verzoek in te trekken en te herzien.

Welnu, de inschrijvingen overeenkomstig de artt. 66, 67 en 69 van de wet van 15 December 1851 ten behoeve van de vrouw genomen, worden gelast krachtens een door den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg verleend bevelschrift.

Daaruit volgt dat, indien het wetsontwerp waarop zooeven gezinspeeld werd, door de Wetgevende Kamers aangenomen wordt, de voorzitter het voordeel van zijn bevelschrift zal kunnen intrekken of dat bevelschrift zal kunnen wijzigen.

Het is voorgekomen dat, om het harmonisch geheel van de wet tot uitbreiding van de bevoegdheid van den voorzitter niet te verbreken, hem de bevoegdheid moest gelaten worden zijne inzake wettelijke hypotheek van de gehuwde vrouw verleende bevelschriften in te trekken of te herzien, evenals al zijne andere op verzoek verleende bevelschriften.

Maar het is onontbeerlijk dat die intrekking of die wijziging slechts gedaan wordt na een op tegenspraak gevoerd debat, waaraan ten overstaan van den voorzitter zullen deelnemen de man, de vrouw, de procureur des Konings en diegenen onder de bloedverwanten of aanverwanten van de echtgenooten tot den derden graad die het bevelschrift zouden uitgelokt hebben, evenals de overige bloedverwanten en aanverwanten van de echtgenooten tot den derden graad, die in de debatten zouden willen tusschenkomen.

Zoo zal het wel is waar gebeuren, dat de man zal beschikken over een tweevoudig middel om te trachten de doorhaling of de vermindering van de hypothecaire inschrijvingen die zijn onroerende goederen bezwaren, te bekomen, maar daartegen kan geen ernstig bezwaar aangevoerd worden.

Inderdaad, het gebeurt dikwijls dat de voorzitter en de rechtbank achtereenvolgens hetzelfde geding te berechten hebben, de eerste provisioneel en de tweede ten principale; de toestand die zal ontstaan uit het ineenwerken van de in voorbereiding zijnde wet en van het nieuw artikel 72 van de wet van 15 Decem-

ber 1851 zal ongeveer dezelfde zijn, ofschoon in dit laatste geval, de beide rechtsmachten kennis nemen over het geschil zelf.

Daar de vorderingen tot vermindering of tot doorhaling van hypothecaire inschrijvingen genomen ten voordeele van de gehuwde vrouwen, weinig talrijk zijn, bestaat er geen reden om te vreezen dat de dualiteit van de rechtsmiddelen het aantal gedingen op een voor de samenleving gevaarlijke wijze zou doen vermeerderen.

Ten slotte zal de man die zijn krediet te vrijwaren heeft, er weinig of niet van houden nutteloos de debatten te hernieuwen tijdens welke zijn financiële toestand zal worden besproken en de redenen zullen worden uiteengezet waarom het behoud van een hypothecaire inschrijving, bestemd om de rechten van zijn vrouw te vrijwaren, vereischt is.

De Minister van Justitie,

P.-E. JANSON.

